



MOTION

au congrès du SNJ-CGT de France Télévisions du 3 au 5 février 2015

Le démantèlement de l'entreprise doit cesser !

Devant les exigences d'économies de l'Etat, la seule réponse de la direction de France Télévisions c'est : démantèlement ! Après la décision de Nicolas Sarkozy de supprimer la publicité après vingt heures, l'actuel gouvernement supprime toute compensation, avec un manque à gagner de 300 millions d'euros pour France Télévisions.

Pour répondre à ces contraintes, les dirigeants de l'audiovisuel public n'ont rien trouvé de mieux que de sacrifier des programmes régionaux et locaux et de rayer de la carte des services les uns après les autres. A la fin de l'année dernière, deux services ont été supprimés : l'AITV (reportages à destination des pays africains) et le sous-titrage info de France2. Les salariés concernés par ces deux suppressions ont été reclassés, mais de façon brutale pour l'AITV, et pour le sous-titrage, sans accompagnement et parfois sans aucune formation.

Dans la foulée, le directeur des programmes a aussi annoncé la suppression du sous-titrage production. En avril 2014, le Journal de la Nuit avait déjà été supprimé. Un comble pour l'édition la plus rentable du groupe, tant l'équipe avait déjà été réduite au strict minimum ces dernières années.

Et en 2015, à qui le tour ? L'édition Télématin du samedi ? Les services culture de F2 et F3 ? Les éditions d'information locale de France 3 ? Avec la mise en place d'Info 2015, la direction a déjà annoncé clairement son intention de fusionner les rédactions de F2 et F3. Info 2015, dont le premier effet serait la disparition de la Rédaction nationale de France3, annonce la fin de la pluralité de l'information sur le service public de l'audiovisuel.

Réunis en congrès, les délégués du SNJ-CGT de France Télévisions dénoncent cette gestion calamiteuse pour l'emploi et la qualité de l'antenne. Le SNJ-CGT de FTV exige l'arrêt du démantèlement des services et le retrait du plan Info 2015.

Paris, 4 février 2015